

# SYNTHESE

## FORUM n° 1 : Les politiques de l'immigration en France

Depuis ces dernières années, le débat sur l'immigration n'a cessé d'alimenter la presse, et surtout de raviver les passions populaires.

Il est pourtant nécessaire de dépassionaliser ce débat pour en appréhender les ressorts. Tout au long de cet exposé, nous nous sommes efforcés de déconstruire le fait migratoire que constitue l'immigration, devenu fait social et de le reconstruire pour dessiner les contingences qui ont produit l'état de fait.

Si au moment des Trente Glorieuses les pouvoirs publics font preuve d'une politique utilitariste en favorisant les flux migratoires conformément aux besoins de l'économie française, les politiques menées après la crise des années 70 ont fait état d'une plus grande restriction et ont vu la naissance d'un racisme de crise venant rejoindre un racisme ordinaire et un racisme anti arabe déjà présent depuis les années 60s en France.

Le « problème » de l'immigration est presque continuellement rattaché à celui de l'intégration, processus permettant à une personne étrangère de devenir membre de la communauté. Si l'intégration vise les immigrés, n'est-il pas un abus de langage que de parler de l'intégration pour des générations d'enfants français issus de l'immigration (2eme, 3eme, 4eme génération) ?

Quelle intégration veut-on : celle assimilationniste que semble dicter le modèle républicain ou alors un modèle qui reconnaisse la diversité culturelle de ces immigrés et de leur descendance qui forge leur identité? Et surtout, comment la mettre en œuvre ?

La question de l'identité se pose donc de plus en plus. Le thème de l'"identité nationale" a été repris historiquement par les conservateurs pour la repeindre aux couleurs républicaines et reposant sur ce discours : « *Ils ne sont pas intégrés, mais nous allons résoudre le problème en restant fidèles aux principes de la République* ». Il n'est pas rare non plus de voir dans la rubrique "actualité internationale" le personnage central : du "terroriste islamiste" et la rubrique "social" diffuse sans cesse des sujets sur les jeunes délinquants de banlieue "d'origine maghrébine"; stigmatisation renforcée depuis peu par les reportages sur les "tournantes" et sur les pères musulmans qui terrorisent leurs filles en leur imposant le voile islamique, ou encore l'égorgeement des moutons dans la baignoire...

Il existe certes l'identité nationale du pays d'accueil , revitalisée par le mythe de la Nation. Mais au sein de celle-ci , n'existerait-il pas plusieurs identités ? Une personne issue de l'immigration n'a-t-elle pas en héritage une culture propre ? Qu'est-ce qu'être français ? L'affirmation de sa différence culturelle va-t-elle forcément en contradiction avec le fait d'être Français ?

Depuis les débuts de la IIIe République, les conservateurs ont toujours tenté de présenter les questions sociales comme des problèmes d'identité nationale. Ce qui est vraiment nouveau dans le contexte politique actuel, c'est la marginalisation de l'autre tradition républicaine, la tradition progressiste, défendue, jusque dans les années 1980, par la gauche, mais aussi par une bonne partie du camp libéral. Celle-ci prend sa source dans l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen affirmant que "*les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune*". En

conséquence, le seul critère légitime permettant de distinguer publiquement différentes catégories de citoyens concerne les activités auxquelles ils participent et qui les définissent comme membres d'une même nation.

Cette tradition progressiste affirme dans le même temps que les représentants du peuple doivent respecter l'autonomie des citoyens et leur manière de vivre, car l'intégration au sein de la communauté nationale ne peut se faire à coup de baguette. Ce sont ces principes républicains qui ont permis aux millions d'immigrants installés dans notre pays depuis un siècle de se fondre dans la société française. Dès la seconde génération, c'est *leur identité sociale* qui a été privilégiée pour les désigner dans l'espace public, et non leur origine. La question de l'ascension sociale n'est-elle pas alors plus légitime que celle de l'identité, de l'ethnie ou des origines ?

Analyser l'immigration en France n'est pas donc pas chose aisée car c'est à la fois un phénomène, démographique, économique, historique, sociologique et politique qui touche à nos représentations : définir l'Autre, c'est se définir soi-même.

Mariame Ben-Addy